

Économie

LE POINT

27 octobre 2025

L'essor de l'immigration étudiante au Canada : ni malédiction, ni bénédiction

par Ali Jaffery ali.jaffery@cibc.com

Les campus universitaires et collégiaux du Canada semblent un peu vides ce semestre. Le changement majeur de politique d'immigration du gouvernement l'an dernier a réduit la population étudiante internationale, et les établissements ressentiront cette pression pendant quelques années, alors que le gouvernement tente de ramener la croissance démographique près de zéro.

Bien sûr, il y avait une justification économique solide pour ce revirement agressif du gouvernement. Favoriser une croissance démographique rapide sans corriger le marché du logement n'avait guère de sens sur le plan économique. Pourtant, l'immigration n'a pas provoqué l'effondrement de notre économie; les défis liés à la croissance et à l'investissement étaient davantage dus aux séquelles de la pandémie, au resserrement de la politique monétaire et à la faiblesse des prix des matières premières. En fait, l'augmentation de l'offre de travailleurs et les dépenses supplémentaires des nouveaux arrivants ont ajouté environ 1 % au niveau du PIB d'ici la fin 2024, un tampon bienvenu lors d'une période difficile.

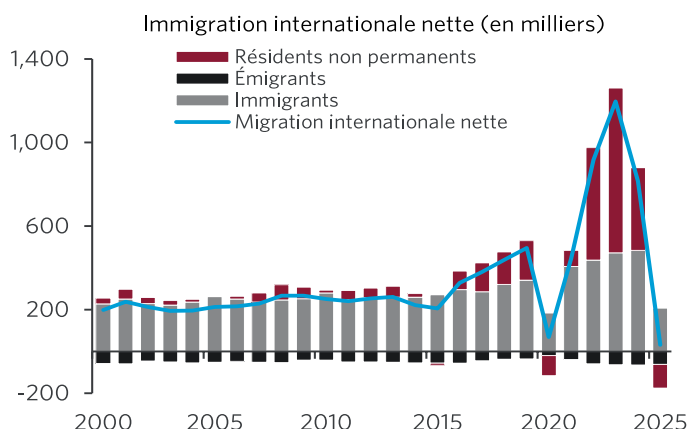
En fin de compte, l'immigration étudiante rapide des dernières années n'a été ni une bénédiction totale, ni une malédiction complète pour notre économie, et il nous faut trouver un équilibre dans l'élaboration des politiques à venir. Le Canada a besoin d'un rythme modéré, stable et prévisible d'immigration, qui privilégie les travailleurs hautement qualifiés, y compris les meilleurs étudiants du monde entier. Les talents mondiaux sont délaissés au sud de la frontière, le Canada cherche à diversifier ses partenariats internationaux, et il existe une volonté renouvelée de renforcer notre économie domestique. Une fois l'ajustement à court terme effectué, ramenant la population à sa trajectoire antérieure, le plan à moyen terme devrait viser à attirer et retenir autant d'étudiants de grande qualité que nous pouvons accueillir de façon durable.

Rétrospective : Comment en sommes-nous arrivés là ?

Après une période d'immigration stable de 2000 à 2015, où les résidents permanents représentaient la majorité des quelque 200 000 nouveaux arrivants par an, le gouvernement a commencé à augmenter progressivement l'afflux de membres de famille, réfugiés, immigrants économiques temporaires et étudiants internationaux, en plus des résidents permanents. Résultat : un doublement du niveau moyen d'immigration internationale entre 2015 et 2019 (voir graphique 1). L'immigration nette a atteint 500 000 en 2019 et les résidents non permanents (RNP) en représentaient près de 40 %.

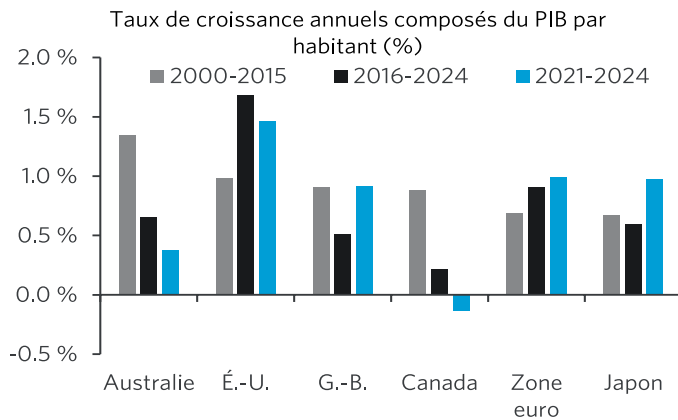
Après les perturbations liées à la COVID, les objectifs d'immigration de résidents permanents ont été fixés entre 450 000 et 500 000, tout en assouplissant les conditions pour permettre aux RNP d'arriver et de rester. Les RNP sont passés à près de 60 % du total de l'immigration, qui a grimpé à près d'un million par an de 2022 à 2024. Beaucoup de ces RNP sont d'abord arrivés en tant qu'étudiants, puis ont obtenu des permis de travail grâce à des règles souples, certaines exemptant les employeurs des évaluations du marché du travail et avec peu de supervision gouvernementale. Ce n'est qu'avec le plan 2025-2027 que des cibles pour les RNP ont été fixées, près d'une

Graphique 1: La hausse de l'immigration stimulée par les résidents non permanents a en fait commencé en 2016



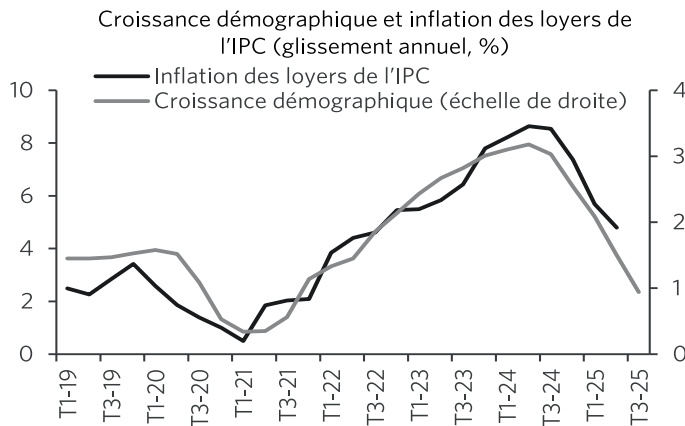
Source: Statistique Canada

Graphique 2: Le PIB par habitant du Canada est en retard par rapport à ses pairs



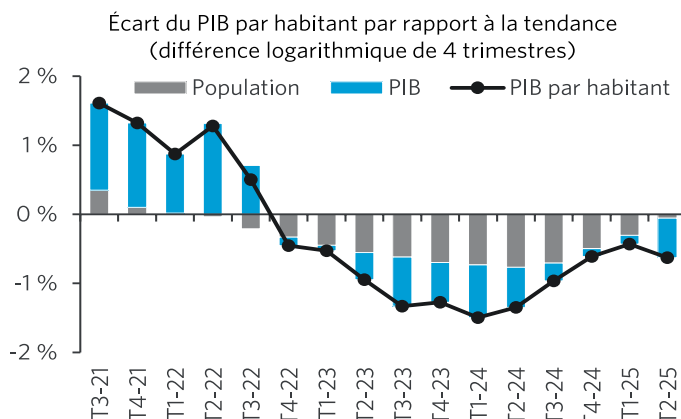
Source: OCDE, calculs CIBC

Graphique 3: La croissance démographique menée par les résidents non permanents a en partie alimenté une plus importante inflation locale



Source: Statistique Canada

Graphique 4: Mais ce sont à la fois la forte croissance démographique et la faiblesse de l'économie qui ont fait baisser la tendance du PIB par habitant



Source: Statistique Canada, calculs CIBC

décennie après qu'ils soient devenus la principale catégorie de croissance de l'immigration.

Croissance de la population > Croissance du PIB

Une immigration en hausse pendant une décennie est difficile à soutenir, et la croissance du PIB a été à la traîne par rapport à celle de la population. Le PIB par habitant du Canada est en bas de classement parmi ses pairs, et il a été négatif récemment (graphique 2). La relation de cause à effet est complexe, et il ne faut pas attribuer entièrement ce déclin à la croissance rapide de la population. Mais ce n'est pas une image enviable et cela suggère un besoin de correction de trajectoire, tant sur la croissance démographique que sur sa composition.

L'explosion des étudiants et des jeunes travailleurs a aussi accru la pression sur le marché locatif canadien, déjà sous-offre, principalement par une hausse de l'inflation des loyers (graphique 3). D'autres pays avec moins de croissance démographique, comme le Royaume-Uni et les États-Unis, ont aussi vu les loyers augmenter, donc il est difficile d'attribuer tout cela à l'immigration au Canada. Mais il est sûr de dire que cela n'a pas aidé.

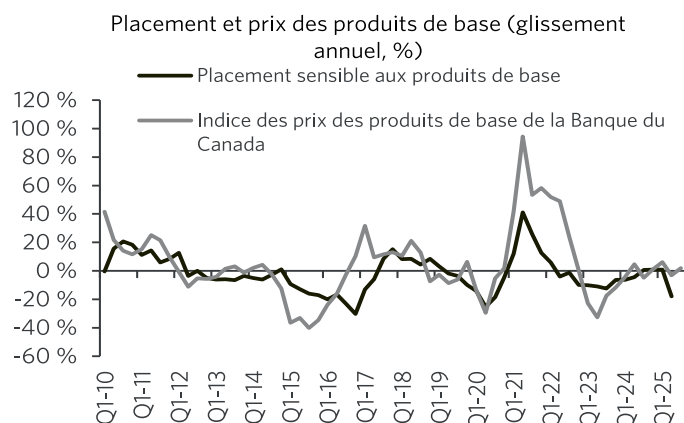
Le numérateur était aussi mauvais

La faiblesse du revenu par personne n'est pas uniquement due à un dénominateur en hausse. On oublie qu'il y avait aussi plusieurs forces puissantes qui ont pesé sur le PIB, sans lien avec l'immigration (graphique 4). D'abord, nous sortions du rebond post-pandémique de 2021, marqué par la disponibilité des vaccins, le soutien politique et une forte demande refoulée pour le logement. Ensuite, un resserrement rapide de la politique monétaire a eu lieu en réponse à l'inflation mondiale induite par l'offre et à la vigueur de la demande post-pandémique. Tout cela a précédé la croissance maximale de la population.

Les hausses de taux de la Banque du Canada ont contribué à faire chuter les secteurs les plus sensibles aux taux d'intérêt, dont le logement et l'investissement des entreprises. Parallèlement, les prix des ressources ont baissé après le début de la guerre Russie-Ukraine, pesant sur l'investissement dans ces secteurs, qui représentent 20 % des dépenses en capital au Canada et une part substantielle de la croissance de l'investissement (graphique 5).

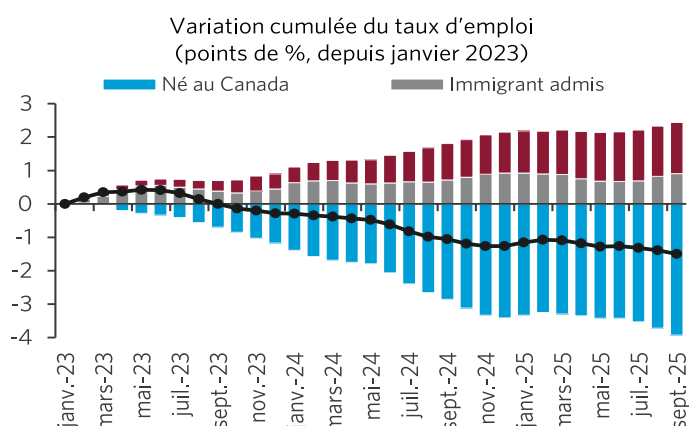
Certes, l'immigration a pu aussi freiner certains investissements, les entreprises embauchant des travailleurs au lieu d'investir dans du capital économisant la main-d'œuvre, mais notre évaluation est que cet effet de substitution a été très modeste entre 2022 et 2024. Nos modèles suggèrent que la faiblesse des coûts de financement et des prix des matières premières explique l'essentiel du sous-investissement. Ce point de vue est confirmé par l'enquête de la Banque du Canada, où les intentions d'investissement faibles étaient surtout liées aux taux élevés et aux inquiétudes sur l'avenir économique.

Graphique 5: Et les prix des matières premières faibles ont joué un rôle important dans la sous-performance de nos investissements ces dernières années



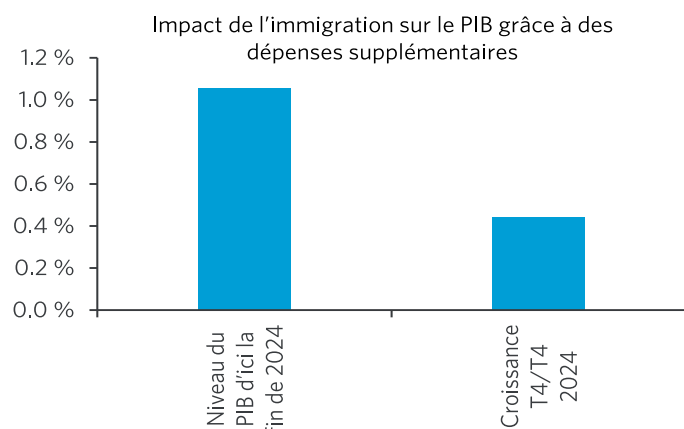
Source: Statistique Canada

Graphique 6: Les résidents non permanents ont en partie compensé les taux d'emploi plus faibles des personnes nées au Canada



Source: Statistique Canada

Graphique 7: L'afflux d'immigrants a ajouté 1 % au PIB avant la fin de 2024, soit presque 0,5 % à la croissance



Source: Banque CIBC, Statistique Canada, calculs CIBC

Le revers de la médaille

Le repli post-pandémique, les taux élevés et la faiblesse des prix des matières premières ont freiné la croissance de 2022 à 2024, limitant la capacité de l'économie à absorber un afflux trop important de jeunes immigrants. C'est la majeure partie de l'histoire, mais il y a aussi les bénéfices apportés par l'immigration, tant du côté de l'offre que de la demande.

Bien que les RNP aient contribué au taux de chômage, ces nouveaux entrants ont un taux de participation au marché du travail supérieur à la moyenne. Il faut donc regarder le taux d'emploi, qui combine le chômage et la participation. Selon cette mesure plus large, la vague récente d'immigration a donné un coup de pouce à l'offre, compensant partiellement la baisse du taux d'emploi agrégé d'environ 1,5 point de pourcentage (graphique 6). Si l'on suppose que tous les RNP et les jeunes se disputent les mêmes emplois, la contribution des RNP au taux d'emploi, nette de la baisse liée à la jeunesse non-RNP, reste importante, à 0,7 point de pourcentage.

De plus, les estimations de la Banque du Canada sur la croissance du potentiel de production — la tendance actuelle de croissance — montrent que la croissance démographique a été le principal moteur du potentiel économique de 2022 à 2024 (Abraham et al, 2025), compensant la faiblesse de la productivité au Canada.

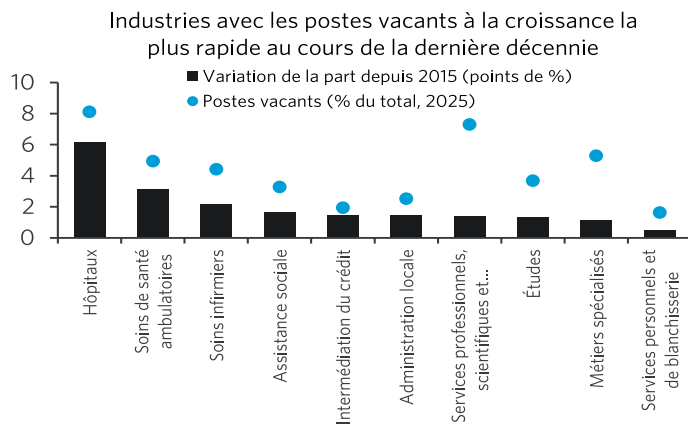
Ces bénéfices du côté de l'offre ont contribué à modérer la croissance des prix dans d'autres secteurs de l'économie, en aidant à résoudre les pénuries de main-d'œuvre et en créant de la capacité pour les entreprises, surtout dans la restauration et les services, à répondre à la demande sans augmenter substantiellement les prix. Cela a en partie atténué le coût plus élevé de l'inflation des loyers généré par l'afflux de nouveaux arrivants.

On comprend moins bien la demande générée par l'immigration étudiante. Pour explorer cette question, nous utilisons nos données de cartes de crédit pour isoler les dépenses des étudiants internationaux et des travailleurs étrangers. En utilisant cela comme indicateur, et l'effet estimé des dépenses supplémentaires sur le logement et l'investissement des entreprises, nous trouvons que le PIB a été stimulé d'environ 1 % d'ici la fin 2024. En termes de croissance, cela représente près d'un demi-point de pourcentage sur la croissance annuelle en 2024 (graphique 7).

Tous les talents hautement qualifiés sont les bienvenus

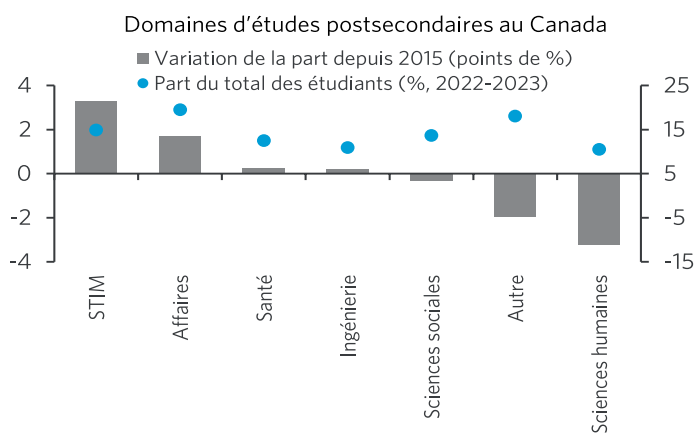
Pour l'avenir, nous devons revenir à considérer l'immigration étudiante comme une source stable de talents hautement qualifiés, et non comme un outil économique à court terme pour résoudre des tensions immédiates sur le marché du travail. Les étudiants étrangers sont essentiels pour contrer le vieillissement démographique et soutenir le marché du travail futur, notamment dans la santé, la technologie et l'ingénierie, où la demande a fortement augmenté; les postes vacants liés à

Graphique 8: Les postes vacants sont principalement dans les secteurs hautement qualifiés, surtout dans la santé



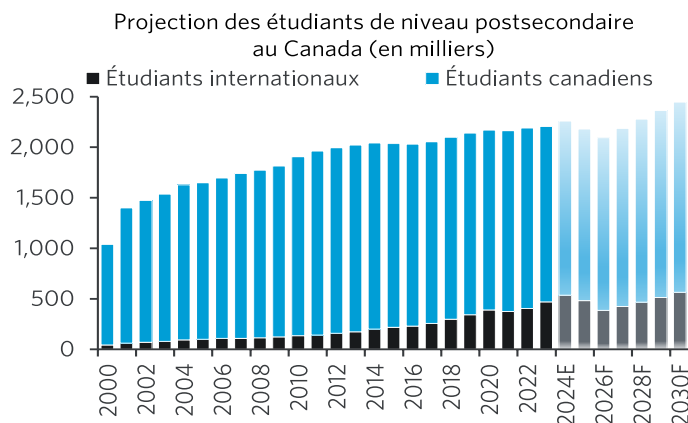
Source: Statistique Canada, calculs CIBC

Graphique 9: Nous avons vu plus d'étudiants en STIM, mais pas assez en santé ou en ingénierie



Source: Statistique Canada, calculs CIBC

Graphique 10: Le nombre d'étudiants internationaux pourrait revenir aux niveaux de 2024 d'ici la fin de la décennie



Source: Statistique Canada, calculs CIBC

la santé représentent désormais près de 20 % de toutes les offres d'emploi au Canada (graphique 8).

Mais il faut aussi être plus sélectif sur les personnes à accueillir. L'immigration étudiante récente est moins diversifiée, la plupart s'inscrivant dans des programmes liés aux affaires dans des collèges et écoles professionnelles. Cette tendance a accru le décalage entre les domaines d'études et les besoins du marché du travail (graphique 9). Certaines recherches suggèrent que la qualité des compétences des diplômés pourrait être inférieure à celle du passé (Devakos et al., 2024). Bien que la part des étudiants en STEM ait augmenté, il y a eu peu de hausse dans le nombre d'étudiants en santé ou en ingénierie. Si beaucoup de la vague récente étaient allés dans des domaines liés à la santé, le débat sur l'immigration étudiante serait différent.

Aux États-Unis, l'expérience montre l'impact économique des immigrants hautement qualifiés : près d'un tiers de l'innovation américaine est portée par des immigrants hautement qualifiés, et près de 20 % des inventeurs sont des immigrants (Kermani & McQuade, 2025 ; Bernstein et al., 2025). Un environnement d'affaires favorable les aide, mais tout commence par attirer et intégrer les talents.

Historiquement, le Canada a bien réussi lorsque le système d'immigration privilégiait les meilleurs, surtout dans les universités. Les étudiants internationaux ont surpassé les autres immigrants sur le marché du travail canadien (Chen & Skuterud, 2018), la rétention des étudiants étrangers en STEM s'est améliorée (Choi & Hou, 2025), et les étudiants internationaux dans les meilleures universités ont des taux élevés de transition vers la résidence permanente et des revenus supérieurs à ceux des Canadiens de naissance (Blit et al., 2024).

La qualité avant la quantité

Il faut retrouver ce succès, et nous avons peut-être une belle opportunité alors que les États-Unis délaissent les talents mondiaux. Le gouvernement devrait définir une stratégie plus fine pour les étudiants étrangers, en tenant compte de leur domaine et lieu d'études, dans un cadre de croissance démographique autour de 1 %. C'était le taux de croissance démographique observé entre 2000 et 2015, lorsque la croissance du PIB par habitant était forte, un bon point de départ pour le prochain plan.

Après que le gouvernement ait atteint son objectif à court terme de réduire la part des RNP, on peut envisager que le nombre total d'étudiants internationaux retrouve les niveaux de 2024, soit 550 000 à 600 000, d'ici la fin de la décennie (graphique 10). Les tendances démographiques indiquent plus d'étudiants nés au Canada dans les prochaines années, stoppant une période de déclin, ce qui porterait le nombre total d'étudiants postsecondaires à près de 2,5 millions d'ici 2030. Les étudiants internationaux représenteraient alors, en moyenne, plus de 20 % des étudiants postsecondaires, toujours au-dessus des niveaux pré-pandémiques.

L'ajustement à court terme est difficile à accepter pour de nombreux établissements d'enseignement, mais il faut revenir

à une priorité sur la qualité plutôt que la quantité d'étudiants. La transition vers un système d'immigration plus favorable sera ardue. Préparons-nous à cela, sans laisser les erreurs passées nous aveugler sur les bénéfices que les étudiants ont apportés à notre économie, et privilégions l'accueil des meilleurs étudiants, de façon durable.

Contacts:

Avery Shenfeld
avery.shenfeld@cibc.com

Benjamin Tal
benjamin.tal@cibc.com

Andrew Grantham
andrew.grantham@cibc.com

Ali Jaffery
ali.jaffery@cibc.com

Katherine Judge
katherine.judge@cibc.com

CIBC Capital Markets
PO Box 500
161 Bay Street, Brookfield Place
Toronto, Canada, M5J 2S8
[Bloomberg @ CIBC](#)

economics.cibccm.com

CIBC Capital Markets is a trademark brand name under which Canadian Imperial Bank of Commerce ("CIBC"), its subsidiaries and affiliates (including, without limitation, CIBC World Markets Inc., CIBC World Markets Corp. and CIBC Capital Markets (Europe) S.A.) provide different products and services to our customers around the world. Products and/or services offered by CIBC include corporate lending services, foreign exchange, money market instruments, structured notes, interest rate products and OTC derivatives. CIBC's Foreign Exchange Disclosure Statement relating to guidelines contained in the FX Global Code can be found at www.cibccm.com/fxdisclosure. Other products and services, such as exchange-traded equity and equity options, fixed income securities and futures execution of Canadian securities, are offered through directly or indirectly held subsidiaries of CIBC as indicated below.

Distribution

This report is written by the economics team at CIBC Capital Markets and is not the product of a CIBC Capital Markets research department. This report is issued and approved for distribution: (a) in Canada, by CIBC World Markets Inc., a member of the Canadian Investment Regulatory Organization, the Toronto Stock Exchange, the TSX Venture Exchange and a Member of the Canadian Investor Protection Fund; and (b) in the United States, by either: (i) CIBC World Markets Inc. for distribution only to U.S. Major Institutional Investors ("MII") (as such term is defined in SEC Rule 15a-6) or (ii) CIBC World Markets Corp., a member of the Financial Industry Regulatory Authority. U.S. MIIs receiving this report from CIBC World Markets Inc. (the Canadian broker-dealer) are required to effect transactions (other than negotiating their terms) in securities discussed in the report through CIBC World Markets Corp. (the U.S. broker-dealer).

This report is provided, for informational purposes only, to institutional investor and retail clients of CIBC World Markets Inc. in Canada and does not constitute an offer or solicitation to buy or sell any securities discussed herein, including (without limitation) in any jurisdiction where such offer or solicitation would be prohibited.

The distribution of this report in the United Kingdom is being made only to, or directed only at, persons falling within one or more of the exemptions from the financial promotion regime in section 21 of the UK Financial Services and Markets Act 2000 (as amended) ("FSMA") including, without limitation, to the following:

- authorised firms under FSMA and certain other investment professionals falling within article 19 of the FSMA (Financial Promotion) Order 2005 ("FPO") and directors, officers and employees acting for such entities in relation to investment;
- high value entities falling within article 49 FPO and directors, officers and employees acting for such entities in relation to investment; and
- persons who receive this presentation outside the United Kingdom.

The distribution of this report to any other person in the United Kingdom is unauthorised and may contravene FSMA. No person falling outside such categories should treat this report as constituting a promotion to them or rely or act on it for any purposes whatsoever. This report is distributed solely to eligible counterparties or professional clients and not retail clients as defined in point (8) of Article 2 of Regulation (EU) No 2017/565 as it forms part of UK domestic law by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018.

For all other jurisdictions, this report is distributed solely to institutional clients and not retail clients as defined by the applicable securities legislation and regulation to which CIBC Capital Markets may be subject in any jurisdiction.

Miscellaneous

This report does not take into account the investment objectives, financial situation or specific needs of any particular client of CIBC. Before making an investment decision on the basis of any information contained in this report, the recipient should consider whether such information is appropriate given the recipient's particular investment needs, objectives and financial circumstances. CIBC suggests that, prior to acting on any information contained herein, you contact one of our client advisers in your jurisdiction to discuss your particular circumstances. Since the levels and bases of taxation can change, any reference in this report to the impact of taxation should not be construed as offering tax advice; as with any transaction having potential tax implications, clients should consult with their own tax advisors. Past performance is not a guarantee of future results.

The information and any statistical data contained herein were obtained from sources that we believe to be reliable, but we do not represent that they are accurate or complete, and they should not be relied upon as such. All estimates and opinions expressed herein constitute judgments as of the date of this report and are subject to change without notice.

This report may provide addresses of, or contain hyperlinks to, Internet web sites. CIBC has not reviewed the linked Internet web site of any third party and takes no responsibility for the contents thereof. Each such address or hyperlink is provided solely for the recipient's convenience and information, and the content of linked third-party web sites is not in any way incorporated into this document. Recipients who choose to access such third-party web sites or follow such hyperlinks do so at their own risk.

Unauthorized use, distribution, duplication or disclosure without the prior written permission of CIBC World Markets Inc. is prohibited by law and may result in prosecution.

CIBC Capital Markets and the CIBC Logo Design are trademarks of CIBC, used under license.